

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 29/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ELECTROLYSE PHOCEENNE**

ZI des ESTROUBLANS  
18 Avenue de BRUXELLES  
13127 Vitrolles

Références : D-0390-MRS-2024  
Code AIOT : 0006401813

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement ELECTROLYSE PHOCEENNE implanté 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELECTROLYSE PHOCEENNE
- 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES
- Code AIOT : 0006401813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société Électrolyse Phocéenne exploite un atelier de traitement de surface.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Origine de l'eau et prélèvement	AP Complémentaire du 13/12/2002, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence de compteurs	AP Complémentaire du 13/12/2002, article 2	Sans objet
3	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	AP Complémentaire du 13/12/2002, article 2	Sans objet
4	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2002, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, origines et volumes d'eau prélevés
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel par pompage dans la nappe est limitée à 60 m <sup>3</sup> et pour un débit instantané de 5 m <sup>3</sup> /h.
<b>Constats :</b>  L'exploitant utilise trois catégories d'eau : un prélèvement dans le milieu naturel via un forage, l'eau de pluie et l'eau domestique. Il indique que sa consommation est d'environ 250L par mois pour son process. Pour l'eau de pluie, l'exploitant dispose de deux bacs de récupération d'eau de volumes d'environ 20 m <sup>3</sup> et 27 m <sup>3</sup> . L'exploitant indique que le forage est toujours en fonctionnement mais qu'il ne l'utilise pas, car sa quantité d'eau de pluie lui suffit.

<p>Pour l'incendie, l'eau utilisée est l'eau domestique.</p> <p>Le jour de l'inspection, le compteur du forage est relevé et indique 892 m<sup>3</sup>. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement la justification de la (quasi) non utilisation du forage, les relevés de consommation d'eau domestique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Présence de compteurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2002, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
<b>Constats :</b>  Un compteur permet de suivre la quantité d'eau prélevée dans le milieu naturel via un forage. Le compteur est relevé le jour de l'inspection. L'eau de pluie ne dispose pas de compteur. Concernant l'eau domestique, l'exploitant transmettra des factures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2002, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de mesure totalisateur est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique utiliser seulement l'eau de pluie pour son process. Le forage est toujours en fonctionnement mais non utilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Mise en œuvre du PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH
<b>Prescription contrôlée :</b> Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.  Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte

», de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.
2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de PSH.

**Type de suites proposées :** Sans suite